

CENTRE DÉMOCRATE (Jean LECANUET)



PAUL GARSON

Avocat à la Cour

Vice-Président du Conseil municipal de Paris (1961-1962)

Président de la Commission des Anciens Combattants
du Conseil général (1959-1965) - Croix de guerre (1939-1945)

Campagnes d'Afrique, de France et d'Allemagne

Ancien de la 1^{re} Armée française (Rhin et Danube)

Membre du Comité directeur National du Centre Démocrate

SUPPLÉANT :

André-Yves BRETON

Agent Commercial

Président de la 6^e Commission du Conseil municipal de Paris

Membre et Ancien Vice-Président du Conseil général de la Seine

Chevalier de la Légion d'honneur

Officier des Palmes Académiques

Chevalier de la Santé publique - Chevalier du Mérite sportif

Président de l'Association « Défense de la Vie des Enfants »

CHÈRE MADAME, CHER MONSIEUR,

Comme tous les Français le souhaitent avec raison nous voulons maintenir une stabilité durable, mais réelle, en évitant tout retour aux crises d'antan.

Pour cela il nous faut consolider cette stabilité par le maintien des institutions de la Ve République qui sont les institutions de la France, et non la propriété d'un parti ou d'un clan.

La Constitution doit être respectée par tous, à tous les échelons, car elle est la Loi.

Pour garantir la **liberté des citoyens**, il faudra instituer une Cour Suprême, supprimer les juridictions d'exception, réorganiser les polices, afin d'éviter l'humiliation scandaleuse des affaires ARGOUD et BEN BARKA.

Respecter le droit à l'information par une radio et une télévision nantis de Conseils d'Administration indépendants du pouvoir et mettre, enfin un terme aux déchirements du passé par une **amnistie** immédiate et complète, et l'indemnisation des Rapatriés.

En dépit de l'optimisme officiel la France est de tous les grands pays du Marché Commun celui dans lequel la production, les investissements et le pouvoir d'achat ont progressé le moins, tandis que les prix et les impôts ont progressé le plus.

La Bourse est devenue cadavérique et en trois ans les Français y ont perdu plus de 3 600 milliards d'anciens francs.

Pour relancer l'expansion économique notre politique devra favoriser les investissements et la production au lieu de les freiner. En abandonnant les dépenses inutiles de faux prestige et les charges improductives, affecter les crédits ainsi dégagés à des investissements nécessaires, tant sur le plan social que sur le plan économique.

● **SUR LE PLAN SOCIAL**

La garantie de l'emploi pour les Cadres, les Salariés et les débouchés pour les Jeunes arrivant sur le marché du travail sont le souci majeur devant les menaces inquiétantes du chômage.

Les logement sociaux par l'augmentation de la durée des prêts à taux réduit (30 ans d'amortissement).

La promotion de la femme par le remboursement à 100 % des congés de maternité par la Sécurité sociale. Sécurité totale de l'emploi après les congés de maternité. Création et développement des crèches. Planning familial en accord avec le Haut Comité de la population. Indexation des Allocations familiales.

L'aide aux personnes âgées. — Il s'agit de justice et non de charité. Plan de construction de maisons de retraite et foyers. Réservation de logements adaptés au rez-de-chaussée et au premier étage des immeubles sociaux.

Fixation de l'allocation complémentaire à 30 000 anciens francs par mois.

Le reclassement des handicapés. — Plan national d'éducation des enfants inadaptés.

Le respect des droits des Anciens Combattants et victimes de la guerre.

● **SUR LE PLAN TECHNIQUE ET URBAIN**

Augmentation des crédits affectés aux routes et autoroutes. Accélération des grands travaux de voirie parisienne et création de nouveaux parkings.

Modernisation du réseau téléphonique. — La technique moderne permettrait de satisfaire intégralement les demandes.

Politique sociale des transports publics où le critère de rentabilité est irrecevable.

● SUR LE PLAN ÉDUCATIF ET CULTUREL

Un enseignement assuré à tous, adapté aux exigences du présent, prolongé et organisé de telle sorte qu'aucune chance individuelle ne soit négligée.

La fin du désordre scandaleux du baccalauréat réformé une fois pour toutes.

Recherche scientifique. — Accroissement des crédits de la recherche fondamentale au niveau prévu par le V^e Plan. Création d'instituts supérieurs de préparation à la recherche fondamentale et appliquée. Collaboration entre la recherche et la production.

Équipement sportif et culturel. — Accélération de l'aménagement des espaces réservés au sport dans la région parisienne.

● **SUR LE PLAN FISCAL.** — La révision des tranches de barème de l'impôt sur le revenu et son indexation sur le mouvement des prix.

Suppression de la taxe complémentaire — promise depuis quatre ans — et qui frappe toujours les commerçants, les artisans et les professions libérales, comme si l'État avait le droit d'imposer différemment des Français qui tirent, tous, leur revenu de leur travail.

● SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

Retour à une politique d'investissements productifs.

— Accès des entreprises au crédit à long terme. Large détaxation de l'auto-financement. Simplification et accélération des procédures de crédit.

Défense de la libre entreprise dans le secteur économique privé. — Respect de la propriété commerciale. Sauvegarde de l'autonomie de gestion des entreprises et respect de la retraite des cadres.



L'équipe PAUL GARSON-BRETON

MAIS IL FAUT GARANTIR LA PAIX

La vraie sécurité c'est la paix mondiale.

Loin de la garantir la course aux armements et la dissémination des armes nucléaires la compromettent.

● PAR UNE EUROPE DES PEUPLES ET NON DES ÉTATS

L'Europe est la vraie chance de notre génération. Elle offre à la France l'accès à la puissance, au progrès, aux responsabilités effectives et empêche toute vassalisation.

Mais les faits démontrent que l'Europe ne vivra pas si elle n'est qu'une entente fragile d'États liés par des arrangements diplomatiques précaires.

L'Europe, au contraire, doit être une communauté de peuples égaux, acceptant des institutions communes.

● PAR LA SOLIDARITÉ DU MONDE LIBRE,

L'Europe enfin unie — avec l'Angleterre — sera un gage de sécurité dans l'organisation du monde libre et le partenaire égal des États-Unis dans l'Alliance Atlantique renouvée.

Rompant avec les dialogues en ordre dispersé, elle pourra envisager en accord avec ses alliés l'aide concertée, et proportionnée, au tiers monde, et non l'aide ruineuse et exclusive actuelle et poursuivre sans risques une politique de détente et de coexistence pacifique.

Nous vous avons exposé notre programme, car nous ne vous demandons pas comme d'autres un chèque en blanc.

Avec comme suppléant mon ami André-Yves BRETON, votre Conseiller municipal, nous nous présentons comme candidats du Centre Démocrate de Jean LECANUET, et comme membres de l'équipe des Centristes du 17^e arrondissement : D^r Bernard LAFAY, Armand MASSARD, Paul FABER, Pierre DEVRAIGNE, Maurice WEILL, Geneviève GUYARD à qui vous avez déjà accordé votre confiance à une énorme majorité pour vous représenter à l'Hôtel de Ville. Nous espérons que cette confiance vous la renouvelerez aux élections législatives à des hommes libres, vivant comme vous de leur métier, en y puisant la garantie de leur indépendance.

Face à la crise économique et sociale dont les menaces se font sentir, malgré l'optimisme de commande ; face à l'aventure que laissent présager pour demain les divisions de la majorité sortante ; face à l'appui indirect mais efficace apporté par le parti communiste, tant sur le plan intérieur qu'extérieur ; contre la division de la France en deux blocs, nous vous offrons un programme, une équipe, une volonté pour une solution de l'espérance et de la raison dans la fidélité à la Liberté et à la Démocratie.

Veuillez agréer, chère Madame, chère Monsieur, l'expression de nos sentiments dévoués.

a. y. Breton

Paul Garson